



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/44/706
2 novembre 1989
FRANCAIS
ORIGINAL : ESPAGNOL

Quarante-quatrième session
Points 12, 72, 73, 82, 112, 115,
141 et 142 de l'ordre du jour

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

EXAMEN DE L'APPLIICATION DE LA DECLARATION SUR LE RENFORCEMENT
DE LA SECURITE INTERNATIONALE

APPROCHE GLOBALE DU RENFORCEMENT DE LA PAIX ET DE LA SECURITE
INTERNATIONALES CONFORMEMENT A LA CHARTE DES NATIONS UNIES

DEVELOPPEMENT ET COOPERATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE

TORTURE ET AUTRES PEINES OU TRAITEMENTS CRUELS, INHUMAINS
OU DEGRADANTS

ELABORATION D'UN INSTRUMENT RELATIF AUX DROITS DE L'HOMME
FONDES SUR LA SOLIDARITE

REGLEMENT PACIFIQUE DES DIFFERENDS ENTRE ETATS

PROJET DE CODE DES CRIMES CONTRE LA PAIX ET LA SECURITE
DE L'HUMANITE

Lettre datée du 2 novembre 1989, adressée au Secrétaire général
par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente
du Panama auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de la lettre ouverte (voir l'annexe) que le Président provisoire de la République du Panama, M. Francisco A. Rodríguez P., a adressée aux présidents des pays d'Amérique latine qui assistaient à la réunion présidentielle tenue à San José les 27 et 28 octobre 1989.

A/44/706

Français

Page 2

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 12, 72, 73, 82, 112, 115, 141 et 142 de l'ordre du jour de la quarante-quatrième session.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent adjoint,

Chargé d'affaires par intérim
de la Mission,

(Signé) Oscar CEVILLE

/...

Annexe

LETTRE OUVERTE ADRESSEE AUX PRESIDENTS DES PAYS D'AMERIQUE LATINE
PAR LE PRESIDENT PROVISOIRE DE LA REPUBLIQUE DU PANAMA

Messieurs,

J'ai l'honneur de vous adresser mes meilleurs voeux de succès pour les délibérations qui commencent aujourd'hui, dans l'espoir qu'elles contribueront effectivement à la recherche des moyens de résoudre les problèmes communs extrêmement pressants, qui doivent impérativement être examinés dans le cadre du débat politique international.

Le Gouvernement provisoire que je préside a suivi avec un intérêt tout particulier les démarches qui ont été engagées récemment face à l'évidence que le trafic et la consommation illicites de stupéfiants représentent aujourd'hui une terrible menace pour l'humanité et pour la stabilité des sociétés constituées en Etats nationaux. En effet, à l'ombre des gouvernements, par tolérance ou par complicité, par impuissance ou par négligence, sont apparues des organisations de malfaiteurs dotées d'un pouvoir surprenant, qui ne respectent aucune loi ni aucun principe moral et qui, en outre, ont établi une chaîne de corruption supranationale sans précédent dans l'histoire de l'humanité.

J'estime opportun, en cette occasion, de réitérer l'offre que j'ai faite à la quarante-quatrième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, à savoir que la République du Panama accepterait avec plaisir de servir de siège et de centre d'opérations d'une force multinationale contre le trafic des drogues, étant entendu que ladite force serait constituée en vertu d'un accord international garantissant le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des nations. Une telle garantie est nécessaire car le problème du trafic des drogues est utilisé par certains d'une façon qui relève davantage de l'expansion de structures de pouvoir que d'un souci consciencieux d'y trouver des solutions.

D'autre part, au cours de cette réunion de personnalités si éminentes et si influentes, lorsqu'on débatera des questions de démocratie et de droits de l'homme, il serait peut-être possible d'examiner également une autre menace pour la paix et la stabilité des nations, en particulier celles dont le développement économique et social est très en retard.

Nos pays doivent surmonter de graves difficultés en ce qui concerne la dette extérieure et la position de chacun d'entre eux dans l'économie mondiale. Il nous faut naturellement fixer les priorités correspondantes dans nos programmes, mais leur réalisation dans la paix et la démocratie est inconcevable s'il faut y sacrifier les besoins des masses populaires en matière de santé et d'éducation, d'alimentation et de préparation à un travail fructueux, d'élévation spirituelle et d'acquisition de qualités politiques.

Les luttes hégémonistes semblent avoir détourné l'humanité de l'enjeu réel, qui consiste à lutter pour assurer un niveau de vie pour tous les peuples, dans le respect des uns et des autres et en conjuguant tous les efforts. Pour les peuples du tiers monde, l'espoir d'un avenir meilleur se concrétisera lorsque les

/...

puissances se rendront compte qu'il y aura plus d'avantages réels pour leurs peuples si elles acceptent l'existence de régimes sociaux différents et si elles comprennent que les peuples produisent plus de richesse comme nations libres que comme colonies ou comme régimes coloniaux avec une autre appellation.

L'objectif proposé étant un conglomérat de nations démocratiques qui coexistent de façon harmonieuse et féconde sur le continent américain, les premiers efforts concertés devraient viser à éliminer les obstacles qui s'opposent actuellement à l'instauration de régimes substantiellement démocratiques.

Le Gouvernement provisoire que je préside réaffirme son engagement de rétablir pleinement les institutions démocratiques en organisant des élections populaires assorties de vastes garanties, avant l'élimination des facteurs externes qui, en ce moment même, empêchent les Panaméens d'exercer leur droit à disposer d'eux-mêmes. Néanmoins, cet engagement oblige aussi tous ceux qui disent souhaiter promouvoir des gouvernements démocratiques à mettre fin à toute forme d'ingérence et de déstabilisation dans notre pays.

Il est incompréhensible que l'on parle d'un problème de démocratie au Panama sans mentionner l'impitoyable agression économique, politique et diplomatique que les Etats-Unis ont montée contre nous et sans évoquer le harcèlement permanent auquel se livrent les forces armées américaines sur notre territoire.

En outre, les Traités Torrijos-Carter interdisent l'intervention et l'ingérence de civils ou de militaires américains dans les affaires intérieures du Panama, et la législation américaine est censée interdire de tels agissements.

Telle est la réalité que nul ne peut nier et telle est l'explication du fait qu'une vingtaine de militaires américains ont trouvé la mort dans des incidents survenus au Panama, alors qu'ils se livraient à des manoeuvres d'intimidation qui, de surcroît, enfreignent la législation interne des Etats-Unis.

Si nous cherchons à établir une fraternité du continent tout entier, assortie d'une condition d'égalité dans la communauté des nations, et si nous voulons réellement mettre fin à tout vestige du colonialisme, il faudrait d'abord contester la légitimité de ce qu'une ou plusieurs nations prétendent détenir le pouvoir exclusif de définir, d'approuver ou de déterminer ce qui constitue la démocratie.

Lorsqu'un pays prétend nous imposer sa conception ou sa version de la démocratie, ce terme dissimule tout un appareillage de domination néo-coloniale car ce n'est pas ainsi que se forge la vie institutionnelle d'un peuple. Ce sont les peuples eux-mêmes qui doivent, sans ingérence étrangère, déterminer quelle est la meilleure manière de se gouverner, et cette détermination ne saurait conduire à une démocratie stable que si elle résulte de leur évolution propre. Chaque peuple doit établir un style de démocratie qui lui est propre. Le développement et le progrès de nos nations ne répondront à nos espoirs que lorsque la décolonisation sera devenue réalité permanente.

Le retard de l'Amérique dans la mise en place de démocraties réelles et solides est étroitement lié à l'influence négative qu'a eue la domination néo-coloniale.

Parce qu'ils s'obstinent à vouloir se libérer totalement, les Panaméens paient un prix très élevé, mais continueront à faire face sans rancœur. Nous avons beaucoup à offrir et, en vérité, de par sa situation géographique, notre pays qui a été considéré comme une plaque tournante de la domination du continent, peut également servir de centre d'un vaste effort de développement de l'Amérique latine et des Caraïbes, et de son intégration à une économie mondiale réorientée vers le progrès de tous les peuples, grâce à une répartition plus juste du fruit de l'effort commun. Vous pouvez être assurés que, sur cette voie, vous vous trouverez toujours en Panama un allié précieux et sûr.

Je saisis cette occasion pour confirmer la volonté de mon gouvernement de resserrer ses liens d'amitié avec toutes les nations et pour vous assurer de ma très haute considération.

Panama, le 27 octobre 1989.
